

Montgeron, le 6 mars 2012

Madame, Monsieur,

L'association Chrétiens dans le Monde Rural (CMR) rassemble 12 000 adhérents engagés sur leurs territoires ruraux dans la vie communale, associative ou religieuse. Mouvement d'éducation populaire, elle accompagne ses adhérents dans leurs engagements en proposant des formations, des débats et des outils de réflexion. Son objectif : contribuer à une société et un monde rural plus fraternels et plus humains.

Le CMR est par ailleurs membre du CCFD-Terre solidaire et du groupe PAC 2013, partenaire des autres mouvements d'action catholique, en particulier le MRJC (Mouvement rural de jeunesse chrétienne) et l'ACE (Action catholique des enfants), et adhérent du Pacte civique et de Récit (Réseau des écoles de citoyens).

Le CMR a souhaité s'impliquer dans la campagne présidentielle, en interpellant l'ensemble des candidat(e)s sur des questions que se posent ses membres. En effet, nous pensons porter une voix spécifique, représentative des citoyens vivant dans les espaces ruraux, mais intéressant l'ensemble des Français(es) tant nos questionnements concernent le vivre ensemble, notre contexte socio-économique, notre avenir commun. Nous publierons l'ensemble de vos réponses au fur et à mesure que nous les recevrons. Nous vous en remercions.

Questionnaire à l'attention des candidat(e)s à l'élection présidentielle

1. A travers son thème d'année 2011-2012, « partager plus pour vivre plus », Chrétiens dans le Monde Rural a voulu mettre en exergue l'importance du partage des richesses à l'échelle nationale et internationale.

- Pensez-vous que la devise de la République « liberté, égalité, fraternité » ait encore du sens ? Quelle place accordez-vous au principe d'égalité ? Comment tendre vers sa concrétisation ?
- Que serait pour vous le minimum vital ? Comment le garantir pour tous, dans une période où la plupart des coûts incompressibles s'envolent (logement, chauffage, produits de première nécessité, transport/ mobilités,...) tandis que le chômage s'accroît ?
- Que proposez-vous pour que l'ensemble des Françai(se)s redonne à la société selon les principes de la progressivité et de l'équité ? Que proposez-vous pour que les plus riches, taxés relativement moins que les classes populaires, contribuent davantage ?

2. En ces temps de crises (sociale, économique, financière, écologique...), la jeunesse, c'est-à-dire l'avenir de la société, est particulièrement touchée (taux de chômage proche de 25 %, difficulté d'accès au logement, diplômés dévalués, etc.).

- Comment comptez-vous améliorer leur situation matérielle ?
- Comment comptez-vous leur permettre de prendre leur place dans la société (postes à responsabilité dans les entreprises, dans les partis politiques, promotion de l'engagement associatif, etc.) ?
- Comment redonner espoir aux jeunes aujourd'hui, alors que beaucoup sont persuadés qu'ils vivront moins bien que leurs parents ?

3. La crise que nous vivons est multiple (financière, économique, sociale,...) ; le volet écologique de celle-ci semble éclipsé devant les impératifs matériels immédiats. Cependant, l'épuisement des ressources (notamment pétrolifères) invite à repenser nos modes de production et de consommation.

- Que proposez-vous pour engager la transition énergétique, pour accompagner les modifications de nos modes de vie, de production et de consommation ?
- Quel est le rôle des élus dans ce changement ?

4. Compte tenu du désengagement de l'Etat dans le soutien aux associations, bien des structures ne pourront poursuivre longtemps leurs activités, alors même qu'elles font vivre les territoires.

- Quelle place accordez-vous au secteur non marchand et en particulier aux associations ?
- Quelles mesures comptez-vous prendre pour permettre aux associations de travailler, en particulier dans les zones où elles jouent un rôle clé (zones rurales, banlieues, etc.) ?

5. Les questions agricoles et alimentaires concernent l'ensemble de la société. Le mal de vivre de nombreux agriculteurs est le symptôme du dysfonctionnement de nos politiques agricoles.

- Quelles sont vos propositions pour l'agriculture de demain ?
- Quelles politiques européennes défendrez-vous sur ce sujet ?
- Quels impacts auront vos propositions sur les paysans d'ici et d'ailleurs (pays du Sud notamment) ?

6. Nous voulons également attirer votre attention sur la situation difficile de bien des ruraux, qui subissent aujourd'hui à la fois les fermetures d'usines et l'éloignement des emplois (de plus en plus en ville), le retrait des derniers services publics (poste, écoles, hôpitaux, etc.), le renchérissement des carburants (à la différence des citadins, les ruraux ne peuvent pas suffisamment compter sur les transports publics).

- Que comptez-vous faire pour permettre à nos concitoyens qui vivent à la campagne d'y rester ?
- Comment, en particulier, maintenir les principes d'égalité d'accès et d'universalité qui caractérisaient les services publics « à la française » ?

7. Avec le renchérissement de l'habitat, de nombreuses familles quittent la ville et s'installent en milieu rural ou périurbain. L'aménagement du territoire devient crucial, notamment en zone rurale ; l'arrivée de ces nouveaux ruraux doit être réfléchie et planifiée sur le long terme.

- Comment concilier sur un territoire les différents besoins : activités productives, commerces, services, logements, patrimoine culturel et paysager, ... ?
- Quelle évolution des règles de planification territoriale envisagez-vous pour anticiper ces changements ?
- Quelle gouvernance préconisez-vous pour cet aménagement, avec quel rôle spécifique pour l'Etat ?

Dans l'attente de vos réponses, recevez, Madame, Monsieur, l'expression de mes cordiales salutations.

Xavier BONVOISIN
Président du CMR